

République du Tchad

L'économie tchadienne a subi les effets de la crise du Covid-19. La production globale s'est contractée de 0,9 % contre +3,0 % en 2019, en raison des contreperformances plus prononcées que prévues de la production pétrolière (-6,9 %) et des activités du secteur hors pétrole (-1,6 %, en dépit de l'augmentation de 4,3 % du bétail et de la hausse 63,0 % de la production de coton).

Après la déflation (-1,7 %) observée en 2019, les prix à la consommation des ménages sont repartis à la hausse pour s'établir à 3,5%, supérieur au critère de convergence de la sous-région. Cette dynamique s'explique par l'augmentation des prix des produits alimentaires locaux, en lien avec les fortes pluies qui ont détruit des champs des céréales.

En ce qui concerne les finances publiques, le rééquilibrage budgétaire amorcé depuis la chute des prix du pétrole a été mis en veilleuse. Le Gouvernement a pris des mesures budgétaires pour limiter les effets économiques et sociaux de la pandémie de Covid-19 sur les ménages et les entreprises, faisant passer ainsi le déficit budgétaire global (hors dons) de -1,8 % du PIB en 2019 à -3,4 % du PIB en 2020. Dans le même temps, la dette publique du Tchad ne s'est pas emballée et est restée contenue à moins 45,0 % du PIB, en dépit de la récession de l'économie et de l'aggravation du déficit budgétaire.

En matière d'échanges extérieurs, l'excédent du compte des transactions courantes (dons officiels exclus) enregistré depuis 2016 s'est transformé en déficit de 0,4 % du PIB en 2020, en raison de la baisse significative des exportations des marchandises. En outre, grâce à l'application rigoureuse de la nouvelle réglementation de changes, les réserves de changes en mois d'importations de biens et services sont passés de 1,04 en 2019 à 1,18 en 2020.

La situation monétaire fait ressortir une hausse, bien que moins importante par rapport à 2019, des avoirs extérieurs nets (+14,4 % contre +23,7 % un an plus tôt), malgré le recul prononcé des exportations de marchandises. Le respect de la réglementation de changes et les tirages des DTS auprès du FMI concernant le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEC) sont à l'origine de cette amélioration. Quant au crédit intérieur, les prêts accordés par le système bancaire aux ménages et aux entreprises ont reculé de 0,1 %, eu égard à l'atonie de l'activité, alors que les créances nettes sur l'Etat ont augmenté de 16,2 %, en phase avec l'énorme besoin de financement de ses activités.